

| Aard van de constructie | Bedrag in euro (exclusief BTW) |
|---|---|
| inrichting champignonbedrijf (3) : | 375 euro/m ² |
| erfverharding : | 25 euro/m ² |
| educatief toegankelijk maken van het landbouwbedrijf voor een breder publiek (onder meer hoevetoeisme) : | 6.250 euro / slaapplaats of maximaal 37.500 euro / ver- blijfsentiteit bij maximaal vier verblijfseenheden |

(1) bedrag niet van toepassing voor een melkrobot. Investerings is verantwoord vanaf een zeker quotum met daaraan gekoppeld een minimum aantal koeien (orde 70).

(2) Voor de omschakeling naar groepshuisvesting geldt een maximumbedrag van 300 euro/dier.

(3) bedrag niet geldig bij mechanische pluk

Maximumprijzen voor overname van bedrijfsbekleding :

| Aard overgenomen bedrijfsbekleding | Bedrag in euro |
|---|---------------------|
| navetten | 200 euro/ha |
| werkelijk betaalde voorschotten aan teelten | 750 euro/ha |
| voorraden | 20.000 euro/bedrijf |

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 16 juni 2006 tot wijziging van het ministerieel besluit van 24 november 2000 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw.

Brussel, 16 juni 2006.

De Vlaamse minister van Institutionele Hervormingen, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid,
Y. LETERME

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2006 — 3226

[C — 2006/36278]

16 JUIN 2006. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en Mer et de la Ruralité,

Vu le décret du 22 décembre 1993 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1994, notamment l'article 12, modifié par le décret du 24 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 19 mars 2004, 14 juillet 2004 et 3 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 juillet 2004 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 octobre 2004;

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, modifié par les arrêtés des 2 mai 2001, 12 septembre 2001, 6 septembre 2002, 4 septembre 2003, 19 mars 2004, 14 juillet 2004, 13 décembre 2004 en 16 juin 2006;

Vu l'avis 40.287/3 du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 16 de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, modifié par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, l'alinéa deux est abrogé.

Art. 2. Les annexes 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, modifié par l'arrêté ministériel du 19 mars 2004, sont respectivement remplacés par les annexes I et II du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2006.

Y. LETERME

ANNEXE I :

ANNEXE IV : Conditions de la subvention-intérêt ou de la prime de capital, la durée de la garantie et les cas dans lesquels l'aide est accordée en tout ou partie sous forme d'amortissements remis (article 16 de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture

| Nature des investissements | Description de l'investissement avec mention des conditions spéciales | Aide | Financement par un prêt | | |
|--|---|------|-------------------------|---|--------|
| | | | SI | SI | GA |
| Groupe 1: Investissements visant la réalisation d'une agriculture aux objectifs élargis, une agriculture durable et une agriculture biologique | <ul style="list-style-type: none"> • installation d'épuration des eaux au niveau de l'exploitation, y compris les installations d'épuration des eaux dans le cadre de la réutilisation des eaux pluviales et d'arrosage excédentaires ; • installation d'épuration des gaz résiduaires d'installations de chauffage à l'aide de cyclones, filtres à manches ou lavage des gaz résiduaires ; • installation d'un premier écran d'énergie dans une serre existante et dans une serre nouvellement construite ; • système d'aération des étables pourvu d'un filtre à odeurs et à poussières (filtre biologique, lit biologique, filtres à poussières, lavage d'air) ; • installation d'un accumulateur thermique et d'un condenseur pour gaz résiduaires ; • installation d'une pompe à chaleur en combinaison avec le stockage froid/chaud comme partie intégrante de l'installation d'une serre fermée ; • installation de parois de serre permettant des économies d'énergie (doubles vitrages, verre à couche, panneaux à canaux en plastique) ; • nouvelles installations de chauffage ou reconversion d'installations de chauffage existantes au gaz ou aux combustibles renouvelables ; • la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation destinés à la production de produits laitiers (sur base de lait provenant de l'exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités ; • la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour le découpage, la préparation et le conditionnement de viandes (produites par la propre exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités ; | 40 % | 4 % | La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement. Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale ≤ de dix ans et de quinze ans si la durée d'amortissement normale > de dix ans. | 10 ans |

| | | | | | |
|-------------------------------------|--|------|-----|---|--------|
| | <ul style="list-style-type: none">la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour le traitement artisanal et le conditionnement de produits agricoles et horticoles (autres que le lait et la viande et produits par la propre exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités ;la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour la vente directe de sa propre production (transformée ou non) au consommateur ou aux détaillants, y compris les locaux d'entreposage et frigorifiques pour la réserve commerciale de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités ;la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation et la clôture d'espaces extérieurs qui répondent aux normes de l'élevage biologique telles que définies dans les cahiers des charges pour la production biologique animale et à la condition que le demandeur pratique le mode de production biologique (fournir la preuve) ;investissements dans des installations fixes et mobiles telles que des filets pour oiseaux, rapaces d'imitation, ballons "scare eye" et moulinettes visant à limiter les dommages causés par les oiseaux et le gibier, à l'exception de canons ;le désherbage mécanique ou thermique ou la destruction des fanes (bineuse, tondeuse multidirectionnelle, fraise horticole, herse à dents incurvées, défaneuse, brûleur d'herbes ou de fanes, machine de désinfection du sol à la vapeur) ;machines et équipements spécifiquement nécessaires à la gestion des petits éléments paysagers, des tournières et des paysages (contrats à l'appui, le cas échéant) ;installations de compostage (retourner le tas) ;aménagement de vergers à hautes tiges en culture biologique ;investissements visant à rendre accessible, au grand public, sur le plan éducatif, les activités agricoles concernant la production de produits ;l'aménagement d'espaces d'hébergement pour demandeurs d'aide dans le cadre des fermes de soins ; | 40 % | 4 % | La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement. Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale > de dix ans. | 10 ans |
| Groupe 2: Investissements | <ul style="list-style-type: none">installations et matériels spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la préparation des aliments composés (autres | | | | |

| | | | | | |
|---|--|------|-----|--|--------|
| visant la reconversion de l'exploitation agricole | <p>qu'aliments bruts), principalement sur base des propres produits de base et en remplacement des aliments concentrés, ou pour la préparation d'aliments composés pour porcs sur la base de CCM (Corn Cob Mix), principalement sur base des propres produits. Les aliments composés doivent avoir une teneur en matières sèches d'au moins 60 %. Sont également comprises les installations de séchage des graines pour les propres graines, à la condition que pendant le processus de séchage les gaz résiduaires n'entrent pas en contact avec les graines de sorte que le produit final ne contient aucun résidu.</p> <ul style="list-style-type: none"> • machines de récolte de champignons automatisées dans le cas d'une reconversion du mode de production pour faire face à la délocalisation dans le secteur champignonnier ; • l'aménagement ou le réaménagement de plantations fruitières par de nouvelles variétés prometteuses moyennant l'application du mode de production intégrée. Une extension de la superficie est autorisée ; • installations et matériel spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la production de plantes médicinales et aromatiques ; • investissements en vue de la production et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables à titre de diversification (la production agricole et horticole reste primordiale), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • presse d'huile pour la production de HVP (huile végétale pure) et des installations pour l'épuration des HVP produites à l'exploitation. L'achat d'une presse d'huile mobile par une coopération d'agriculteurs est subventionnable pourvu qu'il s'agit d'une coopération de services ; • l'adaptation d'un tracteur ou d'une autre machine agricole pour l'utilisation de HVP ; • boilers solaires et cellules solaires photovoltaïques ; • installations et matériel pour la production de biogaz et installations connexes pour la production d'électricité sur la base d'une partie substantielle de matières premières provenant de l'exploitation ; • installations et matériel pour la production d'énergie sur la base de cultures énergétiques et installations connexes pour la production d'électricité sur la base d'une partie substantielle de matières premières provenant de l'exploitation ; • installations et matériel spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la production d'autres combustibles renouvelables (par exemple cultures énergétiques ligneuses) et installations | 30 % | 4 % | <p>La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement. Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale \leq de dix ans et de quinze ans si la durée d'amortissement normale $>$ de dix ans.</p> | 10 ans |
|---|--|------|-----|--|--------|

| | | | | | |
|---|---|------|-----|---|--------|
| | connexes pour la production d'électricité. | | | | |
| Groupe 3: Investissements en biens immobiliers visant la réalisation d'une amélioration structurelle | <ul style="list-style-type: none">la construction, la transformation et l'équipement d'étables pour bétail laitier, y compris la trayeuse, et d'étables pour les jeunes de bétail laitier. En cas d'investissements d'extension, une extension proportionnelle du quota laitier est requise ;la construction, la transformation et l'équipement d'étables pour bétail de boucherie et d'étables pour les jeunes de ce bétail de boucherie ; Les entreprises sont suffisamment liées au sol suite aux investissements. Cela veut dire qu'elles ont au moins 1 ha d'aliments bruts par deux unités de gros bétail ;la construction d'une nouvelle étable pauvre en émissions ammoniacales, figurant sur la liste des étables pauvres en émissions ammoniacales du VIAREM, à la condition que soit appliqué un hébergement en groupe dans les étables pour truies et un hébergement en volière ou au sol dans les étables pour poules pondeuses ;l'équipement des nouvelles étables pauvres en émissions ammoniacales pour poules pondeuses par un hébergement en volière ou au sol ;l'isolement des étables pour volailles, porcs et veaux de boucherie existantes et chauffées en vue de réaliser des économies d'énergie ;la réparation de toitures de fermes à caractère historique, type ferme carrée ou assimilée, quelle que soit la destination des espaces d'exploitation et quelles que soient les restrictions sectorielles dans le secteur de l'élevage de bétail ;la Construction, la transformation et l'équipement d'étables pour cerfs, ovins, caprins, lapins et, le cas échéant, leurs jeunes ;la Construction, la transformation et l'équipement d'étables pour chevaux, y compris les immeubles pour l'entraînement des chevaux (sauf les manèges). Les pensions pour chevaux sont acceptées à titre de diversification ;la construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour une production animale très spécifique telle que l'élevage d'escargots, d'insectes et de larves (pas d'élevages de chiens et de visons) ;silo tranches avec système de récupération des jus de silo ;la construction, la transformation et l'équipement (par exemple chauffage, écrans d'énergie, arrosage, installations à substrat, tablettes) de serres en verre ou plastique sur socle, autres que l'équipement cité aux groupes 1 et 2 ; | 20 % | 3 % | La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement. Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale ≤ de dix ans et de quinze ans si la durée d'amortissement normale > de dix ans. | 10 ans |

| | | | | | |
|--|---|------|-----|--|--------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • systèmes pour la réutilisation d'eaux d'arrosage, la récolte et la réutilisation des eaux pluviales comme eaux d'arrosage ; • démantèlement de serres en combinaison avec un projet pour l'érection de nouvelles serres (au même endroit ou ailleurs), à l'exclusion des coûts pour l'assainissement du sol ; • la Construction, la transformation et l'équipement de champignonnières ; • la Construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour la production de chicons, y compris les installations d'hydroculture ; • la Construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour une production végétale très spécifique (cultures in vitro) ; • installations pour la robotisation de la production ; • frigos ; • installations d'arrosage et installations pour la fertigation (autres que l'équipement de serre) mais pas sur la base des eaux souterraines ; • aménagement de terrains pour cultures en conteneurs et sur étagères, ainsi que l'équipement spécifique des terrains dans l'arboriculture et l'horticulture ornementale (en général) ; • hangars pour l'entreposage et la conservation de la production, le conditionnement de la production ou l'entreposage de machines et de matériel (pas d'hébergement d'animaux) ; • revêtement de la cour et autres travaux d'infrastructure en état immobilier (bassins collecteurs d'eaux pluviales, voies parceliaires, aire de nettoyage pourvue de puits de décantation pour véhicules, autres puits de décantation, entreposage d'engrais solides sur la tournière, revêtements pour la limitation de la tare) ; • nouvelles plantations de cérites, griottes, prunes, noix et raisins ; • installations et matériel visant à assurer la protection de la récolte dans les cultures fruitières existantes (canon à plombs, filets à plombs, arrosage contre les gelées nocturnes printanières) ; • achat d'immeubles d'exploitation existants utilisés ou non par le demandeur. L'exploitant précédant n'a subi aucun préjudice, il y a effectivement exploitation ; • entrepôt sanitaire pour cadavres équipé d'une installation frigorifique ; • reconversion en hébergement en groupe pour veaux de boucherie. La construction de nouvelles étables pour veaux de boucherie n'est pas subventionnable. | 20 % | 3 % | <p>La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement. Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale \leq de dix ans et de quinze ans si la durée d'amortissement normale $>$ de dix ans.</p> | 10 ans |
|--|---|------|-----|--|--------|

| | | | | | |
|--|--|------|-----|---|--------|
| | <ul style="list-style-type: none">• subventionnable ;• la transformation et l'équipement d'une étable à poules ponduses existante en une étable à hébergement en volière ou au sol ;• la transformation et l'équipement d'une étable pour truies existante en une étable à hébergement en groupe ;• l'installation ou l'amélioration de l'isolation, la ventilation et le chauffage dans les étables existantes pour volailles, porcs et veaux de boucherie, la circulation de l'air, la teneur en poussières de l'air, la température, l'humidité relative et les concentrations gazeuses étant maintenues dans certaines limites non nocives pour les animaux ;• installation pour aliments liquides (sans extension de la capacité productive) ;• systèmes pour la limitation, le recyclage ou la gestion rationnelle des eaux usées (installations de désinfection et de dessalement, entrepôt pour les eaux polluées) ;• systèmes pour la limitation de l'utilisation et/ou des fuites de pesticides. Il s'agit en particulier de pulvérisateurs sophistiqués entraînant une réduction notable des dispersions par rapport aux pulvérisateurs courants ;• investissements visant la réduction de la transmission de germes pathogènes (installations pour la stérilisation de substrats ou de terres usées, aire de nettoyage équipée d'un puits de décantation pour véhicules pour le transport d'animaux, aires de chargement et de déchargement pour animaux, y compris les clôtures éventuelles, sas sanitaire dans les étables) ;• machines pour le semis direct en vue de prévenir l'érosion ;• première plantation de plantes durables de culture biologique et premier achat d'animaux-parents issus de l'élevage biologique moyennant l'application du mode de production biologique (fournir la preuve) ;• la reprise, hors du cadre de l'implantation, d'une partie de l'équipement, limitée au bétail, outillage, matériel, réserves, fruits sur pied et les arrière-engrais sur la base d'un contrat de reprise enregistré comportant un inventaire réel. L'équipement qui est immobilier par nature n'est pas subventionnable dans le cadre d'une reprise. Le montant subventionnable d'une reprise globale (y compris la première partie) est limité à 250.000 euros et les restrictions sectorielles ne sont pas d'application ;• la reprise d'actions d'une exploitation hors du cadre de l'implantation, | 20 % | 3 % | <p>La durée maximale de la SI dépend de la durée de vie économique de l'investissement Elle est de sept ans si la durée d'amortissement normale \leq de dix ans et de quinze ans si la durée d'amortissement normale $>$ de dix ans.</p> | 10 ans |
|--|--|------|-----|---|--------|

| | compte tenu des mêmes restrictions que celles applicables à la reprise d'actions lors de l'implantation. | | | | |
|---|--|--------------|-----|---|--------|
| Groupe 4: Investissements visant la réalisation d'une amélioration structurelle | <ul style="list-style-type: none"> machines et matériel (biens mobiliers pqr nature) non repris dans d'autres listes et à l'exclusion du matériel d'occasion ; les animaux, étant entendu que le bétail de remplacement n'est jamais subventionnable et que l'aide ne couvre que le premier achat qui s'inscrit dans le cadre d'un plan d'entreprise qui prévoit une extension du cheptel. L'achat de porcs, volailles et veaux de boucherie n'est jamais subventionnable ; la construction et l'équipement de nouvelles étables pauvres en émissions ammoniacales pour poules pondeuses aux cages enrichies ; la transformation et l'équipement d'une étable à poules pondeuses existante en une étable à cages enrichies ; replantation de vergers par des variétés fruitières courantes, limitée aux superficies défrichées de pommes, poires et pêches ; la première plantation (aucun remplacement) de plantes durables telles que rosiers et plantes mères, houblon et asperges, petits fruits ligneux ; la reprise de l'équipement d'une deuxième exploitation, limitée au bétail, machines et le matériel. Les restrictions sectorielles sont applicables (quota, liaison au sol) ; serres et tunnels en plastique, autres que ceux cités au groupe 3. | 10 % | 3 % | La durée maximale de la SI est de cinq ans. | 10 ans |
| | | | | | |
| Opérations qui s'inscrivent dans le cadre de la première installation | <ul style="list-style-type: none"> la reprise de l'équipement, limitée au bétail, outillage, matériel, réserves, fruits sur pied et les arrière-engrais sur la base d'un contrat de reprise enregistré comportant un inventaire réel. L'équipement qui est immobilier par nature n'est pas subventionnable dans le cadre d'une reprise. L'achat de bétail, outillage, matériel et réserves visant à compléter l'équipement des exploitations qui ne sont pas ou en partie en exploitation ou le remplacement de bétail, outillage et matériel qui n'est pas repris, pour autant que les opérations sont justifiées et aucune nouvelle orientation n'est donnée aux activités de l'exploitation ; la reprise de parts en tant que chef d'entreprise (associé commandité, gestionnaire, administrateur, administrateur délégué) dans une société justifiant d'un patrimoine propre positif à la lumière d'un rapport établi | 75.000 euros | 4 % | Dix ans | 15 ans |
| | | | | | |

| | | | | | |
|--|---|-------|--------|--|--------|
| | <p>par un réviseur d'entreprise ou expert comptable agréé concernant la comptabilité de l'entreprise et le compte annuel portant sur la dernière année précédant la reprise des parts en tant que base pour l'estimation des parts.</p> <p>L'opération n'est possible que dans le cas de sociétés dont l'agriculture constitue l'activité principale.</p> <p>La valeur de la part n'est subventionnée qu'au prorata de la quote-part portant sur les postes d'inventaire pris en compte par une personne physique à l'occasion d'une reprise d'exploitation + les immeubles d'exploitation, en tenant compte des restrictions sectorielles en matière d'aide octroyée pour l'acquisition d'immeubles d'exploitation.</p> <p>La reprise des parts ne peut en principe s'effectuer que deux fois d'après une installation en deux phases de personnes physiques comme agriculteur.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les dépenses n'ont pas trait à l'acquisition de droits de production, de droits à l'indemnité, d'autres droits et des immeubles d'exploitation.• Le bénéficiaire doit revêtir le statut fiscal et social d'agriculteur à titre principal. | | | | |
| Compensation des dommages subis | <ul style="list-style-type: none">• dommages à la production agricole et aux moyens de production par des calamités et des intempéries ;• dommages par suite d'épizooties telles que la brucellose, l'ESB, la peste porcine, la maladie de Newcastle et l'entérococcite épizootique, moyennant une évacuation complète suivie d'une repopulation ;• dommages par suite d'épizooties telles que la brucellose et la leucose, moyennant une évacuation d'au moins 30 % suivie d'une repopulation ;• dommages occasionnés par d'autres événements extraordinaires. | nihil | 3 % | Trois ans | 3 ans |
| coopérations et coopérations de consommateurs et institutions sociales | <ul style="list-style-type: none">• construction, transformation et équipement de bâtiments d'exploitation• investissements visant à protéger et améliorer l'environnement ;• achats de machines et de matériel. Les cercles d'utilisation de machines sous la forme d'une coopération prestataire de services, bénéficient de la même aide que les agriculteurs privés pour les machines et le matériel. | nihil | 4 % | La durée maximale est de dix ans pour immeubles et de sept ans pour machines | 10 ans |

- Pour les investissements et opérations qui jouissent normalement d'une garantie de 10 ans, la durée de la garantie est portée à 15 ans si l'investissement ou l'opération s'inscrit dans le cadre de l'installation du demandeur.
- Une dispense d'amortissement jusqu'à trois ans peut être accordée sans frais pour le VLIF, dont 1 an à l'installation du demandeur; les 2 années restantes dans la mesure où la situation financière et économique de l'exploitation le justifie.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 juin 2006 modifiant l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture.

Bruxelles, le 16 juin 2006

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Yves LETERME

ANNEXE II :

ANNEXE V : Prix maximums pour investissements (hors TVA)
(article 17 de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000
concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture)

| Nature de la construction | Montant en euros (hors TVA) |
|--|--------------------------------|
| Etables de bétail laitier (à l'exclusion de l'installation de traite, de l'espace pour le jeune bétail et du stockage de paille) : | |
| — boxes standards : | 3250 euros/vache |
| — étable partiellement paillée : | 4000 euros/vache |
| Installations de traite : | |
| — lactoduc : | 500 euros/vache |
| — salle de traite (1) : | 800 euros/vache |
| Etables pour vaches allaitantes (sans stockage de paille) | 2500 euros/vache |
| Etables pour bétail de boucherie : | 2150 euros/animal |
| Etables pour jeune bétail : | 1350 euros/animal |
| Etables pour veaux de boucherie (2) : | 750 euros/animal |
| Porcheries d'élevage (y compris entrepôt de lisier et coûts supplémentaires pour réduction des émissions d'ammoniac) : | 2750 euros/truie |
| Porcheries d'engraissement (y compris entrepôt de lisier et coûts supplémentaires pour réduction des émissions d'ammoniac) : | 400 euros/place |
| Etables pour moutons (à l'exclusion de l'installation de traite) : | 325 euros/place |
| Etables pour chèvres (y compris l'installation de traite) : | 600 euros/place |
| Etables pour volaille : | |
| — étables pour poules pondeuses (cages et réduction des émissions d'ammoniac) : | 25 euros/poulet |
| — étables pour poules pondeuses (volières et réduction des émissions d'ammoniac) : | 28 euros/poulet |
| — étables pour poulardes (avec réduction des émissions d'ammoniac) : | 13 euros/poularde |
| Etables pour chevaux : | |
| — étables pourvues de boxes et équipement : | 285 euros/m ² |
| — piste : | 180 euros/m ² |
| Etables pour lapins : | |
| — étables pour lapines mères | 7,5 euros/lapine mère |
| — étables pour lapins de boucherie | 4 euros/lapin de boucherie |
| Hangars : | |
| — hangar fermé (sol poli, isolé, portails) : | 250 euros/m ² |
| — hangar pour pommes de terre (équipé à l'intérieur) : | 200 euros/m ² |
| — hangar pour chicons (sans installation d'hydroculture) : | 200 euros/m ² |

| Nature de la construction | Montant en euros (hors TVA) |
|---|---|
| — hangar pour fruits (sans frigo) : | 200 euros/m ² |
| Serres pour culture légumière : | |
| — serres, légèrement chauffées : | 55 euros/m ² |
| — serres, fortement chauffées et pourvues d'équipements permettant des économies d'énergie : | 100 euros/m ² |
| Serres pour culture ornementale : | |
| — serres, légèrement chauffés : | 75 euros/m ² |
| — serres, fortement chauffés et pourvues d'équipements permettant des économies d'énergie et des tablettes : | 150 euros/m ² |
| Equipement d'un hangar pour chicons aux fins d'hydroculture : | 30.000 euros/ha forcerie |
| Equipement d'une champignonnière (3) : | 375 euros/m ² |
| Revêtement de la cour : | 25 euros/m ² |
| Rendre l'exploitation agricole accessible sur le plan éducatif à un grand public (entre autres tourisme à la ferme) : | 6.250 euros/par unité d'hébergement ou au maximum 37.500 euros/entité d'hébergement avec au maximum quatre unités de séjour |

(1) montant non applicable au robot laitier. L'investissement est justifié à partir d'un quota déterminé lié à un nombre minimum de vaches (ordre 70).

(2) Pour la reconversion en hébergement en groupe, un montant maximum de 300 euros par tête est prévu.

(3) montant non valable en cas de cueillette mécanique.

Prix maximums pour reprise d'équipement d'exploitation:

| Nature de l'équipement repris | Montant en euros |
|---|--------------------------|
| Arrière-engrais | 200 euros/ha |
| Avances effectivement payées aux cultures | 750 euros/ha |
| Stocks | 20.000 euro/exploitation |

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 juin 2006 modifiant l'arrêté ministériel du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture.

Bruxelles, le 16 juin 2006.

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Y. LETERME